

• (4.50 p.m.)

Je me reporte une fois de plus aux observations du professeur Bernard Brody, publiées hier dans le *Star* de Montréal:

Ce fiasco devrait servir d'exemple à tous les employeurs quant à la façon de ne pas opérer les changements, à moins qu'on ne cherche de propos délibéré à faire éclater son exploitation.

Oui, monsieur l'Orateur, cela peut sembler absurde, mais j'accuse le ministre des Postes du gouvernement actuel de faire l'impossible pour créer un climat d'agitation. Il le fait, non pas parce qu'il ne comprend pas les gens, mais parce qu'il les comprend bien. Il sait qu'ils vont se révolter. Et, ayant réduit les Postes canadiennes à l'impuissance, il pourra faire tout ce qui lui plaira au nom du progrès: hausser les tarifs, réduire le nombre des bureaux de poste et des services; puis, comme un chevalier en armure miroitante à la rescousse, il arrivera avec sa société de la Couronne. Pour ma part, je dis: Défaites-vous de cet homme maintenant, avant qu'il ne soit trop tard.

M. A. D. Alkenbrack (Frontenac-Lennox et Addington): Monsieur l'Orateur, je constate que le temps fuit et que la séance tire à sa fin; aussi dirai-je en quelques mots que je ne crois pas que les Canadiens soient bien satisfaits de ce qui se passe actuellement au ministère. La situation du service postal est certes caractéristique de la façon d'agir coutumière du gouvernement actuel. Si nous n'avions pas choisi le ministère des Postes comme sujet de nos délibérations aujourd'hui, nous aurions pu trouver bien d'autres sujets parmi la longue liste des échecs du gouvernement, qui s'allonge de jour en jour.

Je m'inquiète des répercussions de la fermeture de plusieurs bureaux de poste dans ma circonscription. Encore hier, le ministre des Postes disait qu'il avait reçu des instances des parties intéressées, avant la fermeture de chacun des bureaux de poste qui ont eu à souffrir de sa guerre arbitraire et insensée contre les petits bureaux de poste ruraux et le service de distribution du courrier rural. Le ministre a laissé entendre qu'il avait, dans chaque cas, examiné ces instances comme il se devait.

Ma foi, monsieur l'Orateur, j'ai présenté des instances au ministre chaque fois qu'il fut question de fermer un bureau de poste de ma circonscription, et beaucoup d'autres sont dans ce cas; or je puis vous dire qu'on a fait la sourde oreille chaque fois. Les bureaux de poste ont été fermés. Quant au résultat de mes interventions, j'aurais pu tout aussi bien m'adresser au ministre de la Défense nationale (M. Cadieux).

Je dois avouer que les efforts du ministre des Postes pour moderniser le service postal nous ont pour la plupart complètement déconcertés et il semble clair aujourd'hui, que le ministre des Postes est lui-même déconcerté. Chaque fois qu'il annonce qu'il va améliorer quelque aspect des Postes, le public canadien frise la panique. Nous savons désormais que chaque fois que le ministre des Postes décide d'apporter une amélioration à cette grande institution qu'était autrefois le service postal canadien, nous pouvons nous attendre à voir éclater sur-le-champ une nouvelle crise.

Il y a une déclaration que je tiens à faire aujourd'hui, monsieur l'Orateur. Je tiens à déclarer que je suis irréductiblement opposé à l'idée de transformer en société de la Couronne notre service postal et notre ministère des Postes. De tous les ministères du gouvernement fédéral, c'est celui qui est le moins apte et le moins qualifié pour être géré de cette façon-là. C'est l'unique ministère du gouvernement que les Canadiens seraient prêts, le cas échéant, à soutenir de leurs impôts afin d'être assurés d'un service assez bon de livraison du courrier et de communications. Des millions de Canadiens dépendent des Postes parce qu'ils ne peuvent se permettre aucune autre forme plus rapide ou plus dynamique de communication, comme la radio, le télégraphe, la télévision, l'automobile, le chemin de fer ou l'avion. Leur gain-pain dépend partiellement de ce service simple et raisonnablement économique.

La situation actuelle aux Postes est un indice de la direction vers laquelle le gouvernement nous entraîne, et je ne l'aime pas. La population canadienne ne l'aime pas non plus, et je prierais de nouveau le ministre des Postes de ne pas démissionner tant que le premier ministre (M. Trudeau) ne fera pas sa prochaine visite au Canada pour partager la honte et le blâme pour la situation qui existe non seulement aux Postes, mais dans toutes les institutions de notre pays, que le gouvernement s'est déjà engagé à conserver.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Supposons que le premier ministre ne revienne pas.

Une voix: Bravo! Bravo!

M. Alkenbrack: Il sera heureux de revenir au pays natal qui l'a tellement comblé et auquel il doit tant.

M. Bell: Il doit se fatiguer dans ces boîtes de nuit.

M. Alkenbrack: Cependant, si les conditions actuelles se maintiennent, avant longtemps les